

Le travail d'un(e) aide à domicile a-t-il moins de valeur qu'un(e) urgentiste *au front* de la Covid ?

Fabien Canolle, docteur en sciences de gestion, chercheur post doctoral au sein de la chaire Valeurs du soin.

Avez-vous vu *Sorry we missed you* de Ken Loach ? Le couple dépeint par le réalisateur vit à Newcastle en Angleterre. Ricky décide de se lancer dans la livraison avec une plateforme de type Uber. Abby est aide à domicile. Autant dire que, ce qui est coutume avec Ken Loach, le film n'est pas une pièce de théâtre de boulevard. Ricky s'épuise dans ses multiples rôles (père, mari, livreur, endetté). Abby connaît le même sort. Éreintée, elle trouve refuge chez une patiente (on les appelle les *bénéficiaires*, ou les personnes âgées), qui lui coiffe les cheveux. Cette dernière avait toujours voulu lui coiffer les cheveux. Le geste apaise par sa sincérité. Il devient une catharsis : Abby pleure. Son couple vacille. Son fils lui échappe. Elle doit prendre le bus tous les matins et entre chaque domicile. Elle a vendu sa voiture pour que Ricky puisse démarrer comme livreur : on lui demande un investissement pour son camion de livraison. D'aucun pourra se reconnaître dans ce rythme effréné qu'une sape néolibérale des institutions sociales a engendré. Ken Loach a l'art de montrer l'absurde et l'invisible.

Le nouveau coronavirus aura fonctionné de même, en plus brutal. Il aura poussé le système néolibéral dans ses retranchements. Paniqué, désorienté, il utilisera des vieux remèdes pour des vieux maux, les remèdes ayant participé aux maux. Dans ce paysage sans horizon certain, le manque de reconnaissance perçu chez des travailleurs invisibles, tels que Abby, les aides à domicile, est symptomatique d'un sentiment de justice sociale qui n'est plus. Pourtant, tout le monde semble d'accord, aujourd'hui, pour dire que les métiers les plus invisibles constituent, en fait, le socle de la société. Ils sont au front. Mais leur reconnaissance semble encore à plusieurs vitesses. Les départements et l'État se renvoient toujours les uns aux autres la question du financement des primes des aides à domicile, quand celles du personnel soignant à l'hôpital et en Ehpad sont actées (pas sans difficultés non plus). Sans doute comprenez-vous le paradoxe qui s'installe dans une telle logique et ce à quoi elle mène, et la nécessité de dépasser ce fonctionnement par primes : distinguer la valeur de tel ou tel métier, de tel ou tel effort, telle ou telle personne, selon son utilité visible au système marchand. La valeur du travail a en effet été méthodiquement réduite à une dimension marchande unique, menant au bon vieux remède du bâton et de la carotte. Remercier d'une prime est dès lors non seulement un paradoxe mais une hypocrisie. Procéder aux remerciements à mesure des luttes exprimées pour la reconnaissance, amène, il semble, à une logique qui n'a pas de fin, si ce n'est participer au sentiment d'injustice en séparant le *front* et l'*arrière*, dont les contenus arbitraires ne peuvent mener à aucun débat démocratique. Comment en effet débattre de qui doit être reconnu car parti en guerre, et ne le doit pas car resté à l'arrière ?

L'aide à domicile, invisible, « dernière roue du carrosse », enfiler alors son masque FFP2 lorsqu'il a été fourni par le département ou la mairie, et va prendre soin des bénéficiaires, la sérénité en moins, scrutant le moindre symptôme qu'elle peut avoir qui serait synonyme d'un arrêt du travail, double peine à la fois pour elle (car elle tient à son métier et à ses bénéficiaires) et pour les personnes qu'elle participe à garder éveillées au monde (le *maintien à domicile*). Elle croise, parfois, d'autres soignants, masque au museau. Mais c'est rare. L'aide à domicile, comme activité, est complexe, car le soin est morcelé en plusieurs activités qui se

croisent, censées s'articuler sans nécessairement se voir, coordination que l'organisation tutelle du soin doit assurer, en collaboration avec les départements, entre autres. Autant dire que l'aide à domicile, pour celles dont l'*ethos* du métier est lié à leur identité, peine à trouver une reconnaissance. Quand bien même une prime lui sera accordée, elle ne sera qu'un pansement à court terme, d'abord au porte-monnaie, puis au sentiment d'utilité sociale. Reconnaître une personne, un groupe de travailleurs, est-ce toujours lui accorder des primes le cas échéant ? La reconnaissance de ses capacités, de son identité, passe-t-elle nécessairement par l'argent ? N'est-ce pas au contraire, une forme de mépris qui réduirait la personne à sa seule valeur d'échange (la rémunération) issue de son travail ? Ce n'est pas, en fait, l'absence de primes pour tel et tel qu'il faudrait blâmer, mais l'existence même de ces primes comme une arme que l'on dégage à court d'idées. Certains chercheurs de disciplines variées, notamment en sciences du management et des organisations, aimeraient le dire ainsi : « on vous l'avait dit ».

Dès lors, à la question posée dans le titre « Le travail d'un(e) aide à domicile a-t-il moins de valeur qu'un(e) urgentiste au front de la Covid ? », la réponse est : Non, comme elle n'en a pas plus que l'autre. Sortir du paradigme dominant qui sert d'outil au néolibéralisme (le bâton et la carotte ; surveiller, punir, récompenser), serait opérer une dialectique entre soi et les autres : ne pas cantonner la reconnaissance de sa valeur à la seule relation aux autres et aux institutions ; ne pas non plus la réduire à la seule estime de soi ; intégrer les deux dimensions et les dépasser dans un projet commun où l'action peut advenir sans espoir : sans l'espoir d'être reconnu à sa juste valeur comme le(la) collègue ou celui(elle) qui travaille ailleurs, sans l'espoir d'une réciprocité du don toujours incertaine ; mais avec un « quoi qu'il en coûte » au-delà de l'économie, dans une « lutte à mort » pour la vie sociale dont les institutions sont gardiennes et non destructrices.